

COMMUNIQUE DE PRESSE

Atelier de restitution à mi-parcours de trois études réalisées dans le cadre du Projet AFR/017 "Promotion de Secteurs Financiers Inclusifs dans la zone UEMOA"

En vue de la consolidation du secteur de la microfinance dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA : Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a élaboré en 2004 un Programme d'Appui à la Finance Décentralisée (PRAFIDE) appuyé, dans sa mise en oeuvre, par des partenaires au développement dont le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, à travers un projet sous régional dénommé AFR/017 "Promotion de Secteurs Financiers Inclusifs dans la zone UEMOA".

Dans le cadre du projet AFR/017, il est organisé les 26 et 27 octobre 2009 à l'hôtel Mercure Silmandé de Ouagadougou, un atelier de restitution des résultats intermédiaires de trois études menées dans les pays de l'UEMOA.

Les trois études, qui visent à contribuer à la professionnalisation du secteur de la microfinance dans l'UEMOA, portent sur :

- le guide méthodologique de contrôle interne pour les systèmes financiers décentralisés (SFD) ou institutions de microfinance ;
- le guide méthodologique d'audit externe pour les SFD ;
- le guide de transformation institutionnelle des SFD dans la Zone UEMOA.

L'atelier verra la participation des principaux acteurs et partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet AFR/017, à savoir : la BCEAO, les Ministères des Finances, les Ministères en charge de la Micro finance, les Associations Professionnelles des Systèmes Financiers Décentralisés (AP/SFD), les SFD partenaires, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et les représentants des Ordres Nationaux des Experts Comptables Agréés (ONECCA).

D'une durée de cinq (5) ans (2008-2012) pour un budget de 21,4 millions d'Euros (14,0 milliards FCFA), le projet AFR/017 est exécuté conjointement par la BCEAO et Lux-Development pour le compte de l'UEMOA. Son objectif général est de consolider le secteur et de maîtriser les risques liés à la microfinance dans la zone UEMOA.